

## Dans le Donbass, la rébellion d'une lycéenne ukrainienne contre la russification

Dans son lycée proche de Louhansk, sous contrôle de Moscou, une adolescente pro-ukrainienne, rétive à la propagande, était depuis janvier la cible d'un acharnement disciplinaire. Par crainte de voir sa fille placée, voire adoptée, sa mère a choisi de fuir le territoire occupé.



*Mère et fille de dos. L'avocate de 43 ans et sa fille, lycéenne de 15 ans, ont fui la région de Louhansk occupée par la Russie, début juillet. A Kiev, le 14 juillet 2025.*

GUILLAUME HERBAUT/VU' POUR « LE MONDE »

Il faut fermer les yeux et imaginer la scène, puisque les journalistes ne sont pas libres de se rendre dans le Donbass occupé. Se figurer une grande table en U au centre d'une salle de réunion d'un bâtiment administratif, dans la banlieue de Louhansk (Lougansk, en russe). La présidente de la commission administrative « chargée des affaires de mineurs et de la protection de leurs droits » pour le district se tient derrière un pupitre. Autour de la table, quatorze autres fonctionnaires disposent chacun d'un micro, y compris, à son bout, une pimpante avocate de 43 ans et sa fille, une lycéenne de 15 ans.

Des policiers avaient frappé à leur porte pour leur notifier le rendez-vous : mardi 22 avril 2025, à 14 heures, rue Lénine. « *La commission de district pour les affaires des mineurs (...) sur l'examen du signalement de l'école secondaire n° x (...) concernant la violation des droits de la mineure à l'éducation et à l'instruction de la part de sa mère (...) examinera en séance publique le signalement (...)* » Il est reproché à la mère de ne pas élever sa fille dans l'esprit patriotique de la Russie, son nouveau pays. La preuve, ces impertinences et les absences répétées de l'adolescente lors du cours hebdomadaire intitulé « Conversations sur l'essentiel », sorte de petit catéchisme poutiniste mis en place en 2022 dans toutes les écoles de la Fédération de Russie, où sont glorifiées l'« opération spéciale » en Ukraine et les valeurs traditionnelles russes.

L'avocate est accusée de « *manquer à ses devoirs parentaux* », d'« *ignorer les convocations de l'école* » de son enfant, de « *ne pas participer aux activités* » des parents d'élèves et de créer un « *environnement de vie socialement dangereux* ». En résumé, c'est une mauvaise mère, un

« *parent défaillant* », lui expliquent d'un ton calme et monocorde les membres de la commission. Parmi eux, note silencieusement la mère en s'attardant sur les visages des protagonistes du huis clos, le psychologue de l'école, et aussi, tiens, une collègue, une ancienne avocate du barreau.

La jeune fille est invitée à répondre à quelques questions. Son niveau scolaire n'est pas mis en cause : elle finit toujours l'année avec un diplôme rouge (l'équivalent, en Russie, des félicitations du conseil de classe). Elle a été sélectionnée pour deux concours interécoles, et a raflé plusieurs prix : la quatrième place en biologie de l'ensemble de la république autoproclamée de Louhansk et la première place de sa ville en histoire... Arrivée avec sa mère plusieurs heures à l'avance, l'adolescente a apporté ses brevets et huit médailles de danse, au cas où l'on remettrait en cause ses capacités.

Mais non. C'est une enfant « *de haut niveau de réussite scolaire* », convient la commission. Sauf qu'elle est gagnée, en grandissant, par une forme d'« *inadaptation sociale* » à la vie scolaire – « *ne participe pas* », « *enfreint la discipline* », « *fait preuve d'irrespect envers les adultes* »... –, et qui manifeste en classe un « *comportement déviant* ». « *J'avais lu Le Procès, de Kafka, et j'ai eu l'impression de me retrouver dans le livre* », confie l'adolescente à Kiev, où nous la rencontrons à plusieurs reprises en juillet après sa récente arrivée dans la capitale ukrainienne, en compagnie de sa mère : deux longues chevelures blondes, deux paires d'yeux bleus.

### « Une ennemie du peuple »

« *Nous venons de la Petite Scandinavie, c'est comme ça qu'on appelle Louhansk chez nous.* » La mère est bavarde, exubérante. Sa fille, visage de madone, parle peu, mais toujours avec pertinence, en rentrant étrangement les épaules, yeux baissés. Elle ne sourit que par rares éclipses. C'est un duo soudé par les accidents de l'histoire, éloigné depuis de longues années de toute figure masculine – deux tempéraments aussi. N'ont-elles pas fui en secret cet été un territoire russe occupé et parcouru trois jours durant des milliers de kilomètres pour gagner l'Ukraine libre ? Par précaution, les étapes du périple et les rares points de passage frontaliers doivent être protégés, comme le nom de leur ville et le numéro de l'école qui a voulu mettre au pas la jeune fille, ou encore le district de la commission qui souhaitait transformer la mineure en bonne « *patriote* » russe.

C'est au soir de cette convocation que naît l'idée de leur fuite, préparée deux mois durant. Avant de fermer la porte de leur maison et de pousser le son de la pop russe sur la radio, « *pour tromper les voisins* », la mère et la fille avaient pris soin de « *nettoyer* » les messageries et les photothèques de leurs téléphones, au cas où les services secrets russes les auraient fouillés. « *Ils sont obsédés par les photos de chars et de militaires*, explique l'avocate. *Du coup, sur les points de contrôle, ils n'ont ni cherché ni trouvé ma clé USB.* » Dessus se trouvaient les pièces d'accusation du « procès » kafkaïen du 22 avril, 344 pages confiées au Monde, qui permettent à la fois de disséquer la machine de propagande de Moscou et le sort réservé à la jeunesse

pro-ukrainienne réfractaire à la russification forcée.

Pour expliquer comment, pour les autorités de Louhansk, elle est devenue une « *ennemie du peuple* », l'avocate remonte dix ans en arrière, [lorsque, en 2014, Vladimir Poutine entame sa conquête territoriale de l'Ukraine par le Donbass](#), dans l'est du pays. Au printemps de cette année-là, sous couvert de mécontentement local, des hommes armés par le Kremlin, en réalité venus de Russie, prennent le contrôle d'une partie de cette région frontalière, au nom, déjà, de la lutte contre les « nazis ». Un [pseudo-référendum, sans observateurs internationaux, décide dans la foulée l'indépendance](#) du Donbass. Kiev dénonce le viol de sa Constitution et tente de reprendre militairement la main. Ainsi commence une guerre de huit ans, qui cause 13 000 morts et d'énormes destructions, l'étape nécessaire à Vladimir Poutine pour déstabiliser son voisin.

Lire aussi : [Guerre en Ukraine : les mots pour comprendre le conflit, des armes lourdes à la dissuasion nucléaire](#)

Comme à Donetsk, le Kremlin fait de l'enclave séparatiste de Louhansk un laboratoire du vaste projet qu'il a imaginé pour l'Ukraine. L'heure est à la colonisation des cerveaux. Pour la jeune élite éduquée des deux villes, c'est la fin des illusions. Beaucoup émigrent à Kiev ou en Europe. Notre avocate a alors 33 ans, sa fille 4. « *Une bonne partie de nos amis et de mes collègues du barreau de Louhansk sont partis en 2014, se rappelle-t-elle. Mais il n'est pas toujours facile de laisser sa mère, sa maison... Si seulement on avait pu déménager les murs et les poser ailleurs en Ukraine...* »

L'avocate en droit civil abandonne ses dossiers de l'administration locale pour une clientèle privée et suit à distance les bonds de carrière de ceux qui adhèrent vite au système, les subites promotions de confrères médiocres qui se mettent à remplacer des juges, les bakchichs qui circulent, le droit transgressé. Elle résume : « *Ceux qui sont pour Poutine peuvent faire tout ce qu'ils veulent, y compris ce qui est interdit. Ceux qui sont contre lui ne peuvent rien faire, même ce qui est permis.* »

### Se mettre à danser

« *Les changements se font petit à petit, sans crier gare* », dit l'avocate. A l'école, des cours disparaissent, d'autres apparaissent. « *Un jour de 2019, se souvient-elle, dans le groupe Telegram des parents d'élèves de la classe de ma fille, on nous demande si nous sommes toujours pour l'enseignement de l'ukrainien dans l'école. Nous sommes deux sur dix-sept, un père et moi, à oser répondre : "Nous n'avons rien contre." Dans le groupe, certains ont plaisanté – ou fait mine de plaisanter : "Mais vous êtes des ennemis du peuple !" C'était censé être drôle, mais ça ne l'était pas.* » A la fin de cette année-là, c'en est fini des cours d'ukrainien.

Pour s'évader, mère et fille voyagent, et pas seulement dans les livres. « *Avec cette valise rose* », dit l'avocate en montrant le bagage acheté en Hongrie, qui a aussi trébuché leurs affaires début juillet depuis Louhansk. « *Nous sommes allées à Lviv, en Ukraine de l'Ouest, à Kbherson, et aussi au bord de la mer d'Azov...* » Elle ajoute : « *Chaque sou, je l'ai mis de côté pour payer des cours d'anglais et de danse*

*de salon à ma fille.* » La lycéenne ne se fait pas prier pour chausser ses talons et, dans un couloir, relever la tête, allonger fièrement son cou et se mettre à danser en silence, sensuelle, lascive, comme si, même à Kiev, rumba et tango restaient son espace de liberté.

*La valise emportée pour fuir début juillet la région de Louhansk, dans le Donbass occupé. A Kiev, le 14 juillet 2025.*

GUILLAUME HERBAUT/VU' POUR « LE MONDE »



*Les chaussures de tango que la lycéenne ukrainienne a emportées dans ses bagages en fuyant le Donbass occupé. A Kiev, le 14 juillet 2025.*

GUILLAUME HERBAUT/VU' POUR « LE MONDE »

La première guerre du Donbass, celle de 2014, avait déjà fait beaucoup de ravages dans les cerveaux. « *En 2022, sur 600 élèves à l'école, on n'était que trois pro-Ukrainiens* », raconte la lycéenne. Le 21 février, trois jours avant de lancer l'offensive contre Kiev, Poutine signe unilatéralement un décret reconnaissant la « [république populaire de Louhansk](#) ». Sept mois plus tard, un nouveau référendum organisé en pleine guerre entérine le coup de force. Dans la cour de l'école de la ville proche de Louhansk où vivent la mère et la fille, le drapeau russe est hissé chaque lundi avant les cours, et les élèves entonnent en rangs l'hymne russe et celui de cette nouvelle république fantôme, la LNR, qui n'a plus de frontière avec Moscou.

Il est désormais fortement recommandé, pour progresser dans l'appareil d'Etat, de s'écarter à Russie unie, le parti de Vladimir Poutine, tout-puissant à la Douma, la Chambre basse du Parlement russe. Et, pour les plus jeunes, de rejoindre la version XXI<sup>e</sup> siècle des Pionniers et du Komsomol de l'Union soviétique, que Moscou tente de relancer. Il y en a pour tous les âges. Les Orlyata (« Aiglons ») pour la maternelle, énumère la jeune fille. Les Cadets pour l'école primaire, « *des enfants de 11-12 ans en uniforme paramilitaire y apprennent à monter et démonter des fusils d'assaut* ». Jeune armée, c'est pour les

lycéens, avant le Mouvement des premiers. « *Si tu n'es pas inscrit quelque part, tu es considéré comme un ennemi* », résume la lycéenne.

### Une provocation

Sa première fronde date de mai 2024. Le troisième jeudi de chaque mois de mai est célébrée en Ukraine la Journée de la vyhyvanka (la chemise brodée ukrainienne), une tradition en plein essor depuis 2022. Le jeudi 16 mai 2024, elle décide d'en porter une à l'école. « *La noire de ma mère. La miennne, blanche, était devenue trop petite.* » L'adolescente ne passe pas inaperçue. « *Sur les cinquante de l'école, seuls deux profs sont pro-Ukrainiens. "Tu as une jolie chemise", s'est risquée une prof de musique. Les autres se sont tus. L'année suivante, je n'ai pas recommencé. Avec la convocation de ma mère, c'était devenu trop dangereux.* »

Quand elle y réfléchit bien, les vrais ennuis commencent quelques mois après cette histoire de chemise, à la fin de l'année 2024. Sans doute après l'une de ses remarques lors des fameuses « conversations sur l'essentiel » du lundi. Au programme d'une séance de novembre, la famille. C'est la grande cause 2024 choisie par Vladimir Poutine lors de ses vœux (2025 est l'année du « défenseur de la patrie »). Une manière pour Moscou de promouvoir le mariage, la maternité, la tradition orthodoxe, et de dénoncer la « *décadence* » étrangère.

Alors que la classe rêve sans trop écouter les questions du prof, notre adolescente lève le doigt et demande : « *Et la famille de Poutine ? Il ne la montre jamais...* » Silence soudain dans la classe. Pour l'enseignant, c'est une provocation qui sape l'autorité de l'Etat. L'incident n'est pas rapporté tel quel devant la commission. Mais, de ce jour, toute irrévérence de la jeune lycéenne est consignée avec soin. « *Pour nous deux, à partir de 2025, c'est devenu l'enfer* », résume sa mère.

« *Il est à noter...* », « *Nous portons à votre connaissance...* », « *Nous vous signalons...* ». Les profs s'arrêtent d'abord à des détails pas trop graves. Un premier rapport relève qu'un jour d'hiver la lycéenne est venue en classe « *en chemisier blanc et pantalon léopard* » ; puis qu'elle s'est présentée un jour en « *jean clair* ». Comme plusieurs de ses camarades, l'adolescente rechigne à porter l'uniforme (pantalon bleu, écusson de l'école de la « république populaire de Louhansk »). Mais, à l'en croire, seul son cas fait l'objet de dénonciations régulières.

Zélés, les enseignants accumulent les rapports. « *Il a été indiqué à l'élève qu'une telle tenue ne correspond pas à l'uniforme scolaire autorisé*, écrit l'un d'eux. *En réponse, l'élève a déclaré que je cherchais la petite bête et que je ne disposais d'aucun argument ou règlement écrit.* » Les réponses de la lycéenne sont aussi consignées sur de grandes feuilles de papier : une absurde série de comptes rendus rédigés à la main, une pile de paperasserie sidérante, si l'on songe au temps passé à l'établir.

1<sup>er</sup> février 2025. Rapport numéro 9. Le prof d'histoire convient que la jeune fille « *se comporte de manière discrète* » et « *travaille activement en classe* », mais met en cause « *une forme de contestation qui n'est pas de son âge. Ainsi (...), lorsqu'on prononce des mots en lien avec notre Etat, elle tente de*

*poser des questions provocantes.* » Le prof rassure au passage la direction de l'école : « *Je lui réponds par des propos réfutant ses insinuations.* » Dans le café, à Kiev, la jeune fille raconte qu'elle avait demandé pourquoi, lors du cours sur la seconde guerre mondiale, n'était pas évoqué « *le pacte Ribbentrop-Molotov de 1939 où Hitler et Staline se sont partagé la Pologne et les pays baltes* ».

Rapport 11, février toujours. Cette fois, c'est le prof de géographie qui écrit. « *L'élève est toujours préparée aux cours, mais lorsqu'elle répond, elle ajoute des questions sur le sujet étudié qui ne sont pas toujours pertinentes, abordant des thèmes liés aux intérêts territoriaux et économiques de la Fédération de Russie.* » La lycéenne décrypte cette accusation entre deux cuillerées de Napoléon, un gâteau à la crème ukrainien choisi dans la vitrine du même café : « *A la sortie d'un cours de géo, j'avais demandé au prof pourquoi, si la Russie est aussi riche qu'on nous l'explique, des villes russes manquent de gaz et de charbon...* »

Un cours, en particulier, révolte la lycéenne : il s'appelle « *La Russie-mes horizons* ». Encore une nouvelle matière, introduite en 2023 dans toutes les écoles russes. Officiellement, il s'agit d'un cours d'orientation professionnelle, mais en pratique c'est un tuto de propagande glorifiant le patriotisme, la loyauté envers l'Etat, l'armée, l'« opération spéciale » en Ukraine. « *J'ai beaucoup séché ces "cours patriotiques", raconte-t-elle, mais ce n'était pas toujours faisable. On était puni.* » Alors, lorsqu'elle assiste aux cours, elle boude ostensiblement.

Résultat : encore un compte rendu, le 10 avril. « *Je vous informe que l'élève X ne réagit pas aux remarques lui demandant de ranger son téléphone et ignore délibérément l'enseignant pendant le cours* », relève ce document. Un autre suit, six semaines plus tard (22 mai 2025) : selon l'enseignant, l'adolescente s'est levée en lâchant : « *Je quitte ce cours car ce n'est pas un vrai cours, je n'ai pas besoin de choses comme ça.* »

Ses camarades de classe commencent à la regarder de travers. En quelques semaines, elle est devenue la brebis galeuse. Un jour, elle se retrouve avec du chewing-gum dans les cheveux. Un autre, elle découvre son nom sur le panneau gauche du tableau noir : « *Crève, ordure !!!* » C'est signé : « *Ta classe préférée.* » Sous sa chaise, autour de son nom, quelqu'un a écrit : « *Je suis une pute.* » Les parents d'élèves réclament par écrit à la direction que l'on change de classe cette élève « *systématiquement irrespectueuse et agressive* », qui installe une « *atmosphère tendue en classe* ».

### « Parents socialement dangereux »

Lettre de parents, liste des cours « *patriotiques* » séchés par la lycéenne, détail de ses impertinences, bagarres avec une autre élève de la classe, retards, tout cela est consigné dans le dossier posé sur la table en U devant les quinze membres de la commission.

A l'issue de deux heures et demie de réunion, les fonctionnaires inscrivent sa mère sur la liste des « *parents socialement dangereux* », et la condamnent à 1 500 roubles d'amende (16 euros). Mais aussi et surtout à respecter une liste d'obligations établie par la commission de district pour les affaires des mineurs et la protection de leurs droits, en date du 2 mai 2025, validée par un tampon bleu.

Pour la mineure est proposé un « *plan interinstitutionnel de travail préventif individuel pour une période de six mois (mai à octobre)* ». Une partie des mesures (« *tables rondes et conférences pour adolescents avec des représentants de différentes professions* ») doit s'effectuer sous l'égide de la fameuse organisation de jeunesse des Premiers, dans le cadre d'un programme « *pour la prévention des comportements délictueux* ». Plus contraignant encore, l'adolescente devra suivre au Centre familial de leur ville des « *entretiens de prévention sur le caractère inadmissible des comportements agressifs à l'école et en dehors de l'école* », « *le rôle de la famille dans le développement des qualités morales de l'adolescent* »... Des « *consultations psychologiques* » sont aussi prévues : « *Qui mérite le respect. Comment devenir meilleur* » ; « *Etre responsable. Conversation sur la conscience* ».

Quant à sa mère, elle est « *susceptible de faire l'objet d'un examen approfondi par les services de tutelle* » et d'une même obligation de se présenter chaque semaine au Centre familial du district pour des « *entretiens éducatifs* » sur des thèmes semblables, comme : « *L'éducation d'un adolescent au sens du devoir et de la responsabilité* », ou plus spécifiques, tel : « *Vie d'adulte et responsabilités d'adulte* ».



*L'avocate de 43 ans et sa fille, une lycéenne de 15 ans, ont fui la région de Louhansk occupée par la Russie, début juillet. A Kiev, le 14 juillet 2025.*

#### **GUILLAUME HERBAUT/VU' POUR « LE MONDE »**

Il ne faut pas longtemps à l'avocate, de retour à la maison ce 22 avril, pour comprendre que cette « rééducation » est l'étape précédant la privation des droits parentaux et le placement d'un mineur. « *Si je ne m'étais pas présentée trois fois de suite aux entretiens "patriotiques" fixés par la commission, ma fille se serait retrouvée dans un internat d'Etat, commente-t-elle devant nous à Kiev. Ou bien, pire, aurait été adoptée par une famille russe de Kaliningrad ou de Vladivostok, au fin fond de la Russie, et je n'aurais jamais su où elle se trouvait.* »

Elle sait de quoi elle parle. Le cas des transferts forcés d'enfants ukrainiens en Russie est à ce jour l'un des plus grands scandales de cette guerre. Il vaut depuis mars 2023 à Vladimir Poutine un mandat d'arrêt devant la Cour pénale internationale pour le crime de guerre de « *déportation illégale* » d'enfants ukrainiens. En ce mois d'août, les autorités de la « *république populaire de Louhansk* » ont publié sur le site du ministère de l'éducation et des sciences une base de données de 310 « *orphelins* » de moins de 18 ans proposés à l'adoption.

Noms et photos d'enfants sont mis en ligne, assortis de commentaires sur leur caractère, leurs centres d'intérêt... Des filtres par âge et par sexe sont proposés pour affiner la recherche. Au moins, sur ce site, sait-on qu'il s'agit de jeunes Ukrainiens de Louhansk. Un grand nombre d'autres enfants ont en effet été emmenés en Russie et se retrouvent noyés dans ce même genre de listes publiques officielles d'orphelins « *à adopter* », avec des noms et des prénoms modifiés, et sans que nulle part figurent leur lieu de naissance et leur pays d'origine : l'Ukraine.

[Ariane Chemin \(Kiev, envoyée spéciale\)](#)